

Evry-Courcouronnes, le **16 OCT. 2025**

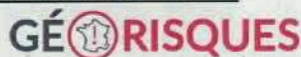
Unité départementale de l'Essonne  
Cité Administrative  
Boulevard de France  
91010 EVRY-COURCOURONNES Cedex

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Visite d'inspection du 22/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur



**COOPERATIVE IDF SUD** - Lieu-dit Le Trouvilliers 91410 CORBREUSE

Code AIOT : 0006504009

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE Ile-de-France Sud implanté Lieu-dit Le Trouvilliers 91410 Corbreuse. L'inspection a été annoncée le 29/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est inscrite dans le cadre du programme d'inspection annuel.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COOPERATIVE AGRICOLE Ile-de-France Sud
- Lieu-dit Le Trouvilliers 91410 Corbreuse
- Code AIOT : 0006504009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Coopérative Île-de-France Sud, dont le siège social est à MORIGNY-CHAMPIGNY (91150), exploite sur son site, situé sur la commune de CORBREUSE :

- des silos verticaux de stockage de céréales ;
- un bâtiment de stockage d'engrais solides ;
- des réservoirs aériens d'engrais liquides et
- un magasin de stockage de produits phytosanitaires.

## Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>1</sup>	Proposition de délais
5	Électricité statique et courants vagabonds	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Nettoyage des locaux	Arrêté Préfectoral du 11/03/1986, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Dispositif de coupure de l'alimentation en gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I > Article 2.13	Demande d'action corrective	3 mois
14	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	3 mois
15	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Demande d'action corrective	3 mois
17	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Demande d'action corrective	3 mois
20	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
22	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
24	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
25	Vidange silos en cas d'urgence	Autre du 08/12/2022, article Recommandation 2 du rapport d'enquête du BEA-RI sur l'incendie de CENERGY (95)	Demande d'action corrective	3 mois
26	Classement des silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
2	Plan des stockages	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
3	Bordereaux des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
4	Détection Incendie	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I > Article 4.3.1
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
7	Etat des stocks des produits phytosanitaires	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I > Article 3.5
8	Etat des stocks des engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I > Article 3.5
9	Contrôle des installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
12	Rétention des stockages de liquides dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
13	Surveillance de la température	Arrêté Préfectoral du 11/03/1986, article 15
16	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
18	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
19	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
21	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
23	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le site est propre à l'extérieur et les installations entretenues.

L'exploitant n'a pas effectué les vérifications réglementaires, notamment celles concernant l'électricité statique et les courants vagabonds.

En ce qui concerne les équipements sous pression, l'exploitant n'effectue pas leur suivi réglementaire et ne s'assure pas qu'ils soient vérifiés et requalifiés conformément au calendrier réglementaire.

Le nettoyage des locaux n'est pas réalisé afin de prévenir tout risque supplémentaire.  
L'alimentation en gaz du séchoir n'est pas sécurisée par deux vannes redondantes.

L'exploitant n'a pas rédigé de consignes de sécurité et d'exploitation après un arrêt de travaux de modification ou d'entretien des installations, ni après leur remise en service à la suite d'un incident grave ou d'un accident. Il n'a pas non plus établi la procédure d'ouverture et de vidange du silo, en coordination avec le constructeur et le SDIS.

Enfin, l'exploitant n'a pas apporté les justificatifs que le silo n° III est un silo vertical alors qu'il apparaît comme un silo plat. L'exploitant devra présenter les justificatifs correspondants et présentera éventuellement une mise à jour administrative des installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stockages est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2160-2 : stockage de céréales : 7 604 tonnes, soit 10 005 m<sup>3</sup> (densité = 0,76) ;</li> <li>- engrais liquides (2175) : 31,04 tonnes ;</li> <li>- dangereux pour l'environnement (4510) = 6,7 tonnes ;</li> <li>- dangereux pour l'environnement (4511) = 0,42 tonnes ;</li> <li>- engrais solides (4702-II) = 24,7 tonnes.</li> </ul> <p>L'état des stocks est conforme à la dernière mise à jour administrative du site en date du 9/07/2019 (réf. D2019-0823).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Plan des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>[...]</p>

**Constats :**

L'exploitant présente le plan des stockages.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Bordereaux des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45

**Thème(s) :** Autre, Déchets

**Prescription contrôlée :**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...]

**Constats :****\*\*\* INSPECTION DU 21 JUIN 2019 \*\*\***

L'exploitant présente un certificat de destruction n° FA064936 par la société APROCHIM pour la prise en charge de 2 fûts de PCB pour un total de 295 kg dans le cadre de la décontamination PCB du transformateur électrique.

L'exploitant ne possède pas le bordereau de suivi de déchets qui aurait dû être joint au certificat de destruction des 2 fûts de PCB par la société APROCHIM (certificat de destruction n° FA064936 du 16/11/2017). Le bordereau de suivi des déchets assure la traçabilité du traitement ou de l'élimination des déchets dangereux par une installation dûment autorisée.

→ **Non-conformité (NC 2.1) : Conformément à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, l'exploitant doit posséder le bordereau de suivi de déchets pour la destruction de 2 fûts de PCB suite à la décontamination PCB du transformateur électrique. Celui-ci doit être dûment complété par la société qui a assuré le traitement ou l'élimination du déchet.**

**\*\*\* INSPECTION DU 22/09/2025 \*\*\***

L'exploitant présente le bordereau du 09/11/2017 pour la destruction de 2 fûts de pyralènes pour un total de 400 kg. Le bordereau est dûment complété.

→ **La non-conformité est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Détection Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I > Article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des Risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.  Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.
<b>Constats :</b>  <b>*** INSPECTION DU 21 JUIN 2019 ***</b> Par courrier du 02 décembre 2016, l'exploitant a transmis un bon de commande signé, en date du 18/08/2016 auprès de la société Engie Inéo pour vérification du système de détection automatique d'incendie du bâtiment d'engrais solide. Lors de l'inspection du 21/06/2019, l'exploitant ne possède pas de rapport de vérification du système de détection automatique d'incendie du bâtiment d'engrais solide.  → <b>Non-conformité (NC 2.2) : L'exploitant doit justifier d'une vérification périodique du système de détection automatique d'incendie du bâtiment d'engrais solides, conformément à l'article 4.3.1 de l'arrêté du 06 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702.</b>  <b>*** INSPECTION DU 22/09/2025 ***</b> L'exploitant présente le rapport de vérification par la société DMAE FRANCE en date du 24/06/2025. L'organisme vérificateur atteste du bon fonctionnement.  → <b>La non-conformité est levée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 5 : Électricité statique et courants vagabonds

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. [...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. [...]</li></ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>*** INSPECTION DU 21 JUIN 2019 ***</b></p> <p>Le dernier rapport d'examen relatif à l'électricité statique et aux courants vagabonds, présenté par l'exploitant, date du 25/01/2017. Aucun rapport n'est présenté pour les années 2018 et 2019.</p> <p>→ <b>Non-conformité (NC 3.1) :</b> L'exploitant doit procéder à l'examen relatif à l'électricité statique et aux courants vagabonds, chaque année, conformément à l'article 9 de l'arrêté du 29 mars 2004, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains.</p> <p><b>*** INSPECTION DU 22/09/2025 ***</b></p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter le rapport d'examen relatif à l'électricité statique et aux courants vagabonds pour l'année 2024 ou 2025.</p> <p>→ <b>Non-conformité maintenue :</b> L'exploitant ne procède pas à l'examen annuel relatif à l'électricité statique et aux courants vagabonds.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li></ul> Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le rapport de vérification des installations classées de la société APAVE en date du 30/01/2025 : non conforme (peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion).  L'exploitant présente la levée des non-conformités par les sociétés SMES et INEO.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : État des stocks des produits phytosanitaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I > Article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. [...]
<b>Constats :</b>  <b>*** INSPECTION DU 21 JUIN 2019 ***</b> L'état des stocks des produits phytosanitaires ne contient pas les unités de stockage.  → <b>Remarque (RQ 1.1) : L'état des stocks des produits phytosanitaires comportera les unités de stockage pour une interprétation plus rapide.</b>  <b>*** INSPECTION DU 22/09/2025 ***</b> L'état des stocks des produits phytosanitaires présentent les unités de stockage : en litres.  → <b>La remarque est levée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : État des stocks des engrais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I > Article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.  La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.  L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.  Aucun matériel autre que celui strictement nécessaire à l'exploitation n'est stocké dans le bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs. En particulier, la présence de matières combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Seule la présence de palettes sous les engrais conditionnés et d'une bâche de protection pour les engrais stockés en vrac est tolérée.

**Constats :**

**\*\*\* INSPECTION DU 21 JUIN 2019 \*\*\***

L'état des stocks des engrais ne contient pas le classement selon les rubriques ICPE.

→ **Remarque (RQ 1.2) : L'état des stocks des engrais comportera le classement des produits selon les rubriques de la nomenclature des installations classées, afin de vérifier plus facilement le respect des quantités maximales de stockage des produits autorisés.**

**\*\*\* INSPECTION DU 22/09/2025 \*\*\***

L'état des stocks des engrais est bien présenté selon les rubriques des installations classées.

Les cases sont bien identifiées à l'extérieur du bâtiment. Les inscriptions sont lisibles.

Les noms commerciaux des engrais sont associés aux noms usuels des produits.

L'inspection constate qu'il n'y a pas de stockage de produits combustibles dans le local de stockage des engrais.

→ **La remarque est levée.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 9 : Contrôle des installations de protection contre la foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des Risques

**Prescription contrôlée :**

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

**Constats :****\*\*\* INSPECTION DU 21 JUIN 2019 \*\*\***

Pour le contrôle des installations pour la protection contre la foudre, l'exploitant présente le rapport de vérification complète foudre du 25/08/2015 et du 11/01/2019. L'exploitant ne présente pas de rapport de vérification visuelle.

→ **Remarque (RQ 3.1) : Les installations de protection contre la foudre doivent être régulièrement contrôlées conformément aux dispositions des articles 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. A ce titre, une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent et l'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les 2 ans par un organisme compétent.**

**\*\*\* INSPECTION DU 22/09/2025 \*\*\***

L'exploitant présente le carnet de bord des installations de protection contre la foudre.

L'exploitant présente le registre d'enregistrement des coups de foudre.

L'exploitant présente les rapports de contrôle :

- vérification visuelle par la société Établissements RENARD en date du 27/01/2025 : conforme ;
- vérification complète par la société Établissements RENARD en date du 25/01/2024 : conforme.

→ **La remarque est levée.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 10 : Nettoyage des locaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/03/1986, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des Risques

**Prescription contrôlée :**

Tous les locaux seront débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines.

La fréquence des nettoyages sera fixée sous la responsabilité de l'exploitant.

La quantité de poussières fines déposées sur le sol d'un atelier ne devra pas être supérieure à 40 g/m<sup>2</sup> sur une surface qui aura été définie, en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées, comme étant représentative de l'état de l'atelier. [...]

Le nettoyage des ateliers sera partout où cela sera possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.

Le matériel utilisé pour le nettoyage devra présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires.

L'usage d'air comprimé pour le nettoyage des locaux est formellement interdit.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage devra faire l'objet de consignes particulières.

**Constats :**

**\*\*\* INSPECTION DU 21 JUIN 2019 \*\*\***

Le nettoyage des silos n°1 et II est correct. Les repères blancs positionnés à cet effet sont visibles. Toutefois, l'inspection constate que le nettoyage est de meilleure qualité en bas du silos.

→ **Remarque (RQ 3.2) : L'exploitant restera vigilant sur la qualité du nettoyage des silos n°1 et II afin qu'il soit de bonne qualité tant en bas du silo qu'aux étages supérieurs.**

**\*\*\* INSPECTION DU 22/09/2025 \*\*\***

L'exploitant indique que l'utilisation de matériel ATEX est seulement indiqué pour l'intérieur des filtres à manches et cyclones, l'intérieur des canalisations d'air poussiéreux du système d'aspiration de la manutention et les élévateurs de plus de 200 tonnes/heure en fonctionnement dégradé.

L'exploitant indique que l'emploi de l'aspirateur n'est utilisé que pour le rez-de-chaussée du silo. L'exploitant justifie son emploi par une campagne de mesures de concentrations de poussières réalisée par le Bureau Veritas en avril - Septembre 1999 pour le compte de COOP DE FRANCE - METIERS DU GRAIN. L'exploitant n'a pas présenté cette étude.

La tour de manutention est nettoyée au balai lorsque les installations sont à l'arrêt.

D'autre part, la procédure « Nettoyage des locaux » référencée 710 MO 01 présente dans l'étude de dangers, indique que « l'aspirateur est le seul ustensile autorisé, le balai et l'air comprimé sont proscrits ». Toutefois, leur usage exceptionnel ne peut s'envisager que lorsque l'installation est totalement à l'arrêt.

→ **Non-conformité : L'exploitant n'a pas justifié que le nettoyage des ateliers est partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.**

**Il n'a pas justifié que le matériel utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais : 3 mois**

**N° 11 : Dispositif de coupure de l'alimentation en gaz**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I > Article 2.13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des Risques

**Prescription contrôlée :**

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

(1) Vanne automatique : son niveau de fiabilité est maximum

(2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.

(3) Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.

**Constats :**

**\*\*\* INSPECTION DU 21 JUIN 2019 \*\*\***

À l'extérieur des séchoirs, il existe des dispositifs de coupure de l'arrivée de gaz. La signalisation sur les organes de coupures n'est plus lisible et il n'est pas indiqué le sens de manœuvre des organes de coupure. Un des deux séchoirs est actuellement condamné.

→ **Remarque (RQ 3.3) :** L'exploitant signalera les organes de coupure de gaz placés à l'extérieur des bâtiments abritant les séchoirs. Le sens de manœuvre des organes de coupure sera indiqué. L'un des deux séchoirs étant condamné, l'organe de coupure d'arrivée de gaz sera sécurisé pour éviter toute manœuvre.

**\*\*\* INSPECTION DU 22/09/2025 \*\*\***

L'exploitant indique qu'une pancarte a été faite mais celle-ci n'est plus lisible.

→ **Non-conformité** : La vanne de coupure de gaz, à l'extérieur, ne comporte pas une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

L'exploitant indique que la coupure n'est pas assurée par 2 vannes automatique redondantes placées en séries.

→ **Non-conformité** : L'exploitant n'a pas une coupure de l'alimentation en gaz assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz.

Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Ces vannes assureront la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 3 mois

**N° 12 : Rétention des stockages de liquides dangereux**

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25

**Thème(s)** : Risques accidentels, Prévention des Risques

**Prescription contrôlée** :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

**Constats** :

**\*\*\* INSPECTION DU 21 JUIN 2019 \*\*\***

Dans le local « garage » qui sert au remisage du chariot élévateur, il y a 5 bidons d'huile de 20 litres qui ne sont pas sur rétention.

→ **Remarque (RQ 3.4)** : Les bidons d'huile présents dans le local « garage » seront mis sur rétention ou bien évacués.

**\*\*\* INSPECTION DU 22/09/2025 \*\*\***

L'inspection constate que tous les bidons sont mis sur rétention.

→ **La remarque est levée.**

**Type de suites proposées** : Sans suite

### N° 13 : Surveillance de la température

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/1986, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des Risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant devra s'assurer que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité ...) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. La température des produits dans les cellules sera contrôlée périodiquement et toute élévation normale devra pouvoir être signalée au tableau général de commande.
<b>Constats :</b>  L'exploitant possède un tableau informatique de suivi des températures.  Un registre hebdomadaire est tenu avec le relevé des températures de toutes les cellules de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 14 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne possède pas la liste des 3 appareils sous pression du site.  → <b>Non-conformité :</b> L'exploitant ne tient pas une liste des appareils à pression en indiquant pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  Les 3 appareils sous pression sont les cuves de compresseurs.

Ci-après les caractéristiques des 3 appareils sous pression :

- cuve du compresseur silo 82 :

\* Volume = 475 litres ;

\* Pression de service = 11 bars

\* Pression d'épreuve = 16,5 bars

\* certificat CE 0060

\* Marque : SIAP

\* N° de série : 15032968

\* Année de fabrication : 2002

- cuve du compresseur engrais

\* Volume = 100 litres ;

\* Pression de service = 11 bars

\* Certificat CE 0426

\* Numéro de Série : 1601

\* Marque : EURE

\* Année de fabrication : 2000

- cuve du compresseur silo bio

\* Volume = 200 litres

\* Pression de service = 11 bars

\* Certificat CE 0398

\* Numéro de série : 2236113091

\* Marque : SEA

\* Année de fabrication : 2019

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 3 mois**

**N° 15 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'inspection périodique des appareils. Seule une maintenance par le service maintenance est réalisée.  → <b>Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé les inspections périodiques des appareils sous pression.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 16 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
<b>Constats :</b>  Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Vérification des échéances de la requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :  - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyl (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.  Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
<b>Constats :</b>  L'inspection indique ne pas avoir réalisé les requalifications périodiques pour les appareils concernés.  → <b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'a pas réalisé les requalifications périodiques des appareils sous pression concernés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 18 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit : -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<b>Constats :</b>  Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Contrôle de l'état de l'équipement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les équipements sous pression sont en bon état de marche. Une maintenance par l'exploitant est réalisée avec notamment la vidange régulière des cuves.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Contrôle des accessoires de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
<b>Constats :</b>  L'inspection n'a pas pu procéder à la vérification de l'adéquation des accessoires de sécurité avec les équipements sous pression, car les inscriptions sur les soupapes de sécurité sont illisibles.  L'exploitant n'a pas pu présenter les certificats de conformité des soupapes de sécurité.  → <b>Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu justifier de l'adéquation des accessoires de sécurité avec les équipements sous pression.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 21 : Culture de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.  Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b>  L'exploitation est réalisée par 3 personnes qualifiées et formées.  Ils ont suivi les formations Prévention des Risques Incendie, Explosions et Poussières relatives au stockage des grains.  Deux personnes ont suivi la formation dépôts d'engrais solides. La dernière personne arrivée en 2024 n'a pas encore suivi cette formation.  Ils ont également suivi la formation Habilitation électrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 22 : Conditions de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente les consignes en fonctionnement normal pour la partie stockage, pour la partie engrais et pour la partie séchoir.  → <b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'a pas rédigé des consignes de sécurité et d'exploitation : <ul style="list-style-type: none"><li>• à la suite d'un arrêt de travaux de modification ou d'entretien des installations ;</li><li>• à la suite de la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 23 : Entretien de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les systèmes de dépoussiérage et de ventilation et les convoyeurs sont équipés de détecteurs d'incident de fonctionnement et permettent l'arrêt des installations.  Les convoyeurs sont équipés de capteurs de déport de sangle, de contrôleurs de rotation. Il y a un asservissement au niveau de l'aspiration (si l'aspiration s'arrête, les transporteurs de vidange des cellules s'arrêtent).  Des signaux visuels apparaissent sur les écrans de supervision en cas d'incident.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 24 : Qualification d'équipement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transporteurs à bande
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b>  → <b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'a pas pu justifier que les bandes des transporteurs sont non propagatrices de la flamme.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 25 : Vidange silos en cas d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 08/12/2022, article Recommandation 2 du rapport d'enquête du BEA-RI sur l'incendie de CENERGY (95)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion de crise
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le BEA-RI recommande de mettre en place, en lien avec le constructeur du silo et les secours publics, une procédure d'ouverture et de vidange de ce dernier facilement réalisable en cas d'urgence et en l'absence d'alimentation électrique. Cette procédure doit également lister les matériels nécessaires à sa mise en œuvre ainsi que les moyens mis à disposition.
<b>Constats :</b>  → <b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'a pas pu présenter la procédure d'ouverture et de vidange du silo, en lien avec le constructeur du silo et le SDIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 26 : Classement des silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au sens du présent arrêté, le terme « silo » désigne l'ensemble : - des capacités de stockage type vrac quelle que soit leur conception ; - des tours de manutention ; - des fosses de réception, des galeries de manutention, des dispositifs de transport (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) et de distribution des produits (en galerie ou en fosse), des équipements auxiliaires (épierreurs, tarares, dépoussiéreurs, tamiseurs, séparateurs magnétiques ou tout autre dispositif permettant l'élimination de corps étrangers) ; - des trémies de vidange et de stockage des poussières. On désigne par « silo plat », un silo dont les capacités de stockage ont une hauteur des parois latérales retenant les produits inférieure ou égale à 10 mètres au-dessus du sol. On désigne par « silo vertical », un silo dont les capacités de stockage ont une hauteur des parois latérales retenant les produits supérieure à 10 mètres au-dessus du sol. On désigne par « boisseau de chargement » ou « boisseau de reprise » la capacité de stockage située au-dessus d'un poste de chargement dont le volume est inférieur à 150 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les cellules du silo n° III ont des hauteurs de parois latérales qui semblent inférieures à 10 mètres au-dessus du sol. L'inspection n'a pas pu mesurer précisément la hauteur des parois latérales.  L'exploitant n'a pas pu justifier de la hauteur des parois du silo n° III.  -> Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu justifier de la hauteur des parois latérales du silo n° III. L'exploitant apportera les justificatifs du classement du silo n° III en tant que silo vertical ou silo plat. Selon les justificatifs présentés, l'exploitant proposera éventuellement une mise à jour administrative des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois